

AMNESTY INTERNATIONAL

Faits et chiffres. Détentions arbitraires à caractère politique au Venezuela

Détentions arbitraires à caractère politique

- Des organisations telles que [Foro Penal](#) et [Justicia, Encuentro y Perdón](#) estiment qu'entre 286 et 319 personnes sont actuellement privées de liberté pour des raisons politiques au Venezuela.
- Selon [Foro Penal](#), environ 15 700 arrestations arbitraires pour des motifs politiques ont eu lieu au Venezuela depuis 2014.

Caractéristiques communes aux détentions arbitraires

- Arrestations sans mandat au motif d'un prétendu flagrant délit ;
- Brèves périodes de disparition forcée suivies d'une arrestation ;
- Inculpations avec une large marge d'appréciation ;
- Restriction de l'accès aux droits de la défense ; recours à la torture ou à d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- Retards injustifiés durant les enquêtes et - dans le cas d'une libération - soumission à des procédures pénales qui ne progressent pas et qui continuent à restreindre la liberté de la personne concernée par le biais de mesures alternatives à la détention provisoire.
- Représailles comme objectif de la détention,
- Recours à des tribunaux spéciaux compétents en matière de terrorisme,
- Fait d'invoquer le délit d'association de malfaiteurs avec un faible niveau de preuve, et
- Condamnation à de lourdes peines qui atteignent le maximum légal du système juridique.

Cas représentatifs tirés du rapport *Vidas detenidas* :

- Toutes les personnes ci-après ont été arrêtées entre 2018 et 2023, et se trouvent toujours en détention
- Figurent notamment parmi elles : un syndicaliste au sein d'entreprises publiques ; deux défenseurs des droits humains ; deux femmes ; un enseignant ; une personne neurodivergente (sur le spectre de l'autisme) :
 - o Emirlendris Benítez : 42 ans, mère et commerçante, arrêtée en août 2018
 - o María Auxiliadora Delgado et Juan Carlos Marrufo : 49 et 52 ans, couple marié et entrepreneurs, arrêtés en mars 2019
 - o Roland Carreño : journaliste et militant politique, arrêté en octobre 2020
 - o Guillermo Zárraga : 59 ans, ancien syndicaliste et père de famille, arrêté en novembre 2020
 - o Dario Estrada : 43 ans, ingénieur et personne neurodiverse, arrêté en décembre 2020
 - o Robert Franco : 54 ans, enseignant et syndicaliste, arrêté en décembre 2020
 - o Javier Tarazona : 41 ans, défenseur des droits humains et prisonnier d'opinion, arrêté en juillet 2021
 - o Gabriel Blanco : 46 ans, militant et travailleur humanitaire, arrêté en juillet 2022

Manifestations et conflits sociaux :

- L'[Observatoire vénézuélien des conflits sociaux](#) (OVCS) a enregistré 2 814 manifestations au cours des trois premiers mois de 2023, ce qui équivaut à 31 actions de protestation par jour. Ce chiffre représente une augmentation de 47 % par rapport à la même période l'année dernière.
- L'[OVCS](#) indique qu'en mars 2023, 88 % des manifestations à l'échelle nationale revendiquaient des biens et des services tels que l'électricité, l'accès à l'eau et au carburant, des pensions de retraite pour les personnes âgées et l'accès aux services de santé, entre autres.

L'exode massif de la population se poursuit :

- La situation économique et sociale critique qui persiste au Venezuela est également illustrée par le nombre de personnes ayant quitté le pays en quête de protection, qui s'élève à [7,3 millions](#).
- Ces 7,3 millions de personnes représentent environ 25 % de la [population totale](#). En d'autres termes, une personne sur quatre a quitté le pays.

- Cela reflète aussi l'augmentation, de plus d'un million, du nombre de personnes ayant quitté le pays entre mai 2022 et mai 2023, qui montre que l'aggravation de la crise des droits humains dans le pays se poursuit.